

## Laurent Miéville

---

**De:** laurent@mieville.ch  
**Envoyé:** lundi 27 juin 2005 09:02  
**À:** laurent.mieville@unige.ch  
**Objet:** Article de l'Agefi

# l'agefi

FINANCE  
 TECHNOLOGIES  
 POLITIQUE  
 AU QUOTIDIEN

Cet article de l'[Agefi](#) vous est envoyé par laurent@mieville.ch.

### A LA UNE

Mardi 27 août 2002

**CAPITAL-RISQUE** - Les start-up font face à des problèmes de trésorerie

#### La crise boursière menace de saper l'esprit d'innovation

*Les sociétés issues des universités peinent à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale.*

#### Ghislaine Bloch

Les créations d'entreprises technologiques, de start-up et de spin-off issus des universités semblent en perte de vitesse. Ce mouvement résulte en grande partie de facteurs conjoncturels. Les jeunes sociétés ont de plus en plus de difficultés à lever des fonds, car l'industrie du capital-risque est devenue beaucoup plus frileuse et finance en priorité des start-up rentables, avec clientèle.

Le capital de démarrage fait réellement défaut. En Europe, selon une étude menée par Ernst Young and VentureOne, les investissements se sont montés à 2,4 milliards d'euros au premier semestre 2002, en recul de 46% par rapport à 2001. Alors qu'en 2000, les sociétés en création absorbaient 58% des montants investis par les venture capitalists, leur part a chuté aujourd'hui à 25%, tendance qui n'est évidemment pas favorable à l'innovation.

Le contexte boursier morose explique en grande partie ce recul de l'industrie du capital-risque, recul qui devrait se poursuivre, du moins dans les mois à venir. Car non seulement les bourses restent chahutées mais les opportunités d'investissement et surtout de sorties en bourse sont actuellement faibles. Outre ces difficultés conjoncturelles se greffent également des obstacles structurels, à l'exemple du manque de main-d'œuvre qualifiée, des mécanismes protectionnistes, des problèmes de taxation ou de l'étroitesse du marché, liée à la non-appartenance à l'Union européenne.

#### Vers des mandats de conseil

Dans les faits, comment cette tendance se traduit-elle en Suisse? «J'ai reçu plusieurs appels de sociétés rencontrant des problèmes de trésorerie», constate François de Coulon du Service de l'économie et du tourisme de l'Etat de Vaud. «Nous ne pouvons toutefois pas sauver ces entreprises en injectant de l'argent ou en leur octroyant des crédits.» Plusieurs d'entre elles s'estiment délaissées et cherchent un coupable. «La région se positionne comme un centre de compétences biotech, mais ne fait absolument rien pour nous aider financièrement. Faut-il venir de l'étranger ou d'un autre canton pour bénéficier d'avantages financiers?» peut-on entendre. L'Etat de Vaud s'en défend, rappelant que le budget de la promotion économique endogène est trois fois plus élevé que celui de la promotion exogène.

Jacques Laurent, directeur du Parc scientifique de l'EPFL, observe le phénomène directement sur le terrain. «Il y a une difficulté croissante à lever des fonds chez les start-up. Plusieurs d'entre elles mettent en attente leurs projets de développement et prennent prioritairement des mandats de conseil ou se dirigent vers des activités de bureau d'ingénieurs.» Sur les quelque septante spin-off de l'EPFL, répertoriés depuis dix ans, certains doivent cesser leurs activités ou se réorienter, à l'exemple de Gollian Interactive, Amma Interactive, MAS, R&ED, Prediction Partner ou Gridcomputing. D'autres ont fait faillite, telles ClusterSolutions, 2C3D ou Singularis (lire l'agefi du 9 juillet 2002). Dans 80% des cas, la technologie reste exploitée malgré la disparition de la société. Toutefois, il arrive que des projets originaux disparaissent ou soient copiés, faute de brevets.

#### Très faibles niveaux de valorisation

«Il y a tout de même plusieurs sociétés en cours de création, mais il s'agit pour la plupart de bureaux d'ingénieurs ou de projets comportant un minimum de risques, avec déjà quelques mandats ou commandes, souligne Jacques Laurent. En outre, les entrepreneurs préfèrent ne pas s'engager complètement dans l'aventure et garder un pied dans une autre activité salariée.

»Ceux qui parviennent toutefois à lever des fonds doivent accepter des niveaux de valorisation très faibles, jusqu'à perdre le contrôle de leur entreprise».

#### Effets statistiques à Genève

La plus grande difficulté à lever des fonds s'observe également parmi les start-up du Technopark de Zurich. Exemple parmi d'autres, celui de Lipideon Biotechnology (lire l'agefi du 12 juillet 2002). La start-up – terme qui n'a d'ailleurs plus vraiment la cote – figure parmi les dix lauréats du concours Venture 2002 mais son financement n'est pas assuré. En six mois, la jeune société s'est adressée à une soixantaine de capital-

risqueurs mais sans résultat concret, malgré un vif intérêt de certains. «On constate un certain ralentissement en termes de création d'entreprises mais la situation n'est pas dramatique», tempère Marina de Senarclens, porte-parole du Technopark.

A Genève, la situation est quelque peu différente. «L'année passée, nous sommes devenus beaucoup plus exigeants dans les critères de définition d'un spin-off, ce qui fait que nous avons observé une diminution des créations d'entreprises entre 2000 et 2001 puis une augmentation entre 2001 et 2002», souligne Laurent Miéville, responsable du bureau Unitec, chargé de valoriser les découvertes issues de l'Université de Genève. Autre explication: le nombre de spin-off est peu important, ce qui ne permet pas de dégager une réelle tendance en fonction de la conjoncture. En effet, depuis le début de l'année, par exemple, seules deux sociétés ont vu le jour: Suriasis et Athelas. «Ces dernières discutent aujourd'hui avec des investisseurs potentiels. A mon avis, si le projet est bon et que la technologie répond à une demande, il est toujours possible de trouver des fonds», estime Laurent Miéville. «Parallèlement, les licenciements observés dans certains grands groupes ne poussent pas les étudiants à venir les rejoindre et encouragent au contraire la création de start-up»